



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 7 février 2019 — N° 11

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Deux entreprises de Rivière-du-Loup se démarquent.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner les succès sportifs de l'équipe Dragons jaunes de Delta Laval.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Journée optimiste.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *Hommage à la carrière de M. Alain Laroche, commissaire au développement économique de Verdun pendant 25 ans.*
- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Honneurs pour Jean-Guy Gauvin.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *10^e anniversaire de la liaison maritime annuelle.*
- Le député de Gatineau sur le sujet suivant : *Hommage à un bâtisseur de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Décès de Gilles Landry, fondateur de l'organisme Lettres en main.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *30^e édition du Tournoi provincial Hockey Beauport atome pee-wee.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Le sculpteur sur neige Jessie Armand s'illustre dans deux compétitions internationales.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par la députée de Maurice-Richard en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de s'engager formellement à présenter un projet de loi visant à assurer le respect des obligations climatiques du Québec, avant l'ajournement des travaux en juin 2019, et ce, en vue de procéder à son étude.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 1
Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2018**
- 2) Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **5 décembre 2018**
- 3) Projet de loi n° 3
Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire
Présenté par le ministre des Finances le **6 décembre 2018**
- 4) Projet de loi n° 8
Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **6 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 5) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

- 6) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 7) 5 février 2019
Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission de la santé et des services sociaux, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 2, Loi resserrant l'encadrement du cannabis, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 13, 19 et 20 février 2019;

QU'à cette fin, la Commission entend les personnes et organismes suivants :

Association des neurologues du Québec
Association des spécialistes en médecine d'urgence du Québec
Gabriella Gobbi, MD, PHD, Professeure, Unité de psychiatrie neurobiologique, Département de psychiatrie, Université McGill
Association des policières et policiers provinciaux du Québec
Conseil québécois sur le tabac et la santé
Fédération des comités de parents du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Institut national de santé publique du Québec
Association québécoise des programmes pour premiers épisodes psychotiques
Société canadienne du cancer
Association des médecins psychiatres du Québec
Fédération des médecins spécialistes
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ)
/ Citoyenneté Jeunesse
Mouvement santé mentale du Québec
Mme Émilie Dansereau-Trahan, porte-parole de l'Association pour la santé publique du Québec, conjointement avec Mme Monique Lalonde, Agente de planification, de programmation et de recherche en santé publique, M. Bastien Quirion, Professeur agrégé, Département de criminologie, Université d'Ottawa, et Serge Brochu, Professeur émérite, École de criminologie, Université de Montréal
Ville de Montréal
Union des municipalités du Québec
Fédération québécoise des municipalités
Dre Julie Loslier, au nom des directeurs de la santé publique

QUE les personnes et organismes soient convoqués et entendus dans l'ordre où ils apparaissent à la présente motion;

QUE l'organisation des travaux soit confiée au comité directeur de la Commission, notamment l'aménagement de l'horaire selon les éventuelles demandes de changements des personnes et des organismes;

QU'une période de 15 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires répartie de la manière suivante : 7 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 5 minutes à l'opposition officielle, une minute 15 secondes au deuxième groupe d'opposition et une minute 15 secondes au troisième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 11 minutes 40 secondes pour l'opposition officielle, 2 minutes 55 secondes pour le deuxième groupe d'opposition et 2 minutes 55 secondes pour le troisième groupe d'opposition;

QUE le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

[COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION](#)

[COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL](#)

[COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES](#)

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 5 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 5 février 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 6 février 2019
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes – *ministre de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 6 février 2019
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l’éducation, à l’enfance et à la protection de la jeunesse – *députée de Joliette.*

Projets de loi d’intérêt privé

- c) 5 février 2019
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d’Abitibi – *députée d’Abitibi-Ouest.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant la Loi sur l’équité salariale afin principalement d’améliorer l’évaluation du maintien de l’équité salariale – *ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale.*
- bb) Interpellation du député de La Pinière au ministre responsable de l’Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : *La demande irresponsable du président du Conseil du trésor de compressions budgétaires pour financer les promesses électorales du gouvernement caquiste alors qu’il y a d’importants surplus budgétaires.*